

Carole Delga : « Un PLF 2025 injuste et un effort disproportionné pour les collectivités »



Maxime Alessandrini / Région Occitanie

Carole Delga : « Un PLF 2025 injuste et un effort disproportionné pour les collectivités »

Réunis en Assemblée plénière ce jour, en visioconférence, sous la présidence de Carole Delga, les élus régionaux ont débattu sur le Projet de Loi de Finance (PLF) 2025. Dans un contexte économique préoccupant, les élus ont également adopté un Plan d'actions en faveur des entreprises en difficulté. En amont de l'Assemblée plénière, Carole Delga a tenu une conférence de presse au cours de laquelle elle a abordé les finances publiques et notamment les conséquences et les impacts du PLF 2025 pour la Région Occitanie.

« La situation budgétaire de la France est dégradée et inquiétante. J'ai clairement dit au Premier ministre que les Régions prendraient leur part dans le redressement des comptes du pays. C'est un impératif encore faut-il que ce soit dans de justes proportions. Avec le Projet de Loi Finance (PLF) 2025, l'État s'attaque une nouvelle fois aux finances des collectivités pour combler un déficit que les gouvernements successifs, depuis 2017, ont eux-mêmes creusé. Je le rappelle, nos collectivités votent obligatoirement leur budget à l'équilibre. Et nous sommes les premiers investisseurs publics pour le quotidien des Français.

A la tête de la Région Occitanie, arrêtera de pallier les désengagements de l'État, notamment en matière de rénovation énergétique et d'investissements ferroviaires pour un réseau dont l'État est propriétaire. Je poursuivrai les économies de structures avec, par exemple, le passage de 7 à 3 grandes agences régionales (Economie, Climat et Culture) pour près de 17 M€ économisés d'ici 2028. Le travail avait été engagé dès 2016 avec la diminution de 17 à 7 agences pour un gain déjà engagé de 22,5 M€ », a déclaré Carole Delga, présidente de la Région Occitanie.

Avant d'ajouter : « Avec ma majorité régionale, notre priorité sera donnée au pouvoir d'achat, à l'emploi et à la santé. Nous avons d'ores et déjà fait le choix de maintenir nos aides comme la rentrée scolaire la moins chère de France, les trains à 1€ pour les salariés, la gratuité d'usage des trains et des cars lIO pour les 12-26 ans et le recrutement de médecins dans les déserts médicaux.

Je serai également très vigilante à la situation des entreprises sur notre territoire, au regard de certains Plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) déjà annoncés ou à venir. C'est pourquoi, nous adoptons aujourd'hui un plan d'actions pour soutenir les entreprises d'Occitanie en difficulté. A nos chefs d'entreprises, je le dis, la Région demeure à vos côtés. De la même manière, nous continuerons d'accompagner fortement nos agriculteurs et nos viticulteurs.

Tout cela est possible grâce à notre gestion financière responsable qui permet de préserver une situation saine avec une capacité d désendettement loin du seuil d'alerte. L'Occitanie reste la 1ère Région française en termes d'investissement, ce qui mérite d'être relevé et qui permet de réaliser les projets indispensables au territoire le plus attractif et le plus dynamique de France ».

La Région renforce son soutien aux entreprises en difficulté

Dans un contexte économique fragile, marqué par l'incertitude politique et les tensions géopolitiques, la Région Occitanie porte la plus grande vigilance aux difficultés rencontrées par le tissu économique et se mobilise pour éviter que les défaillances des entreprises s'enchaînent, avec des conséquences pour l'emploi.

En coordination avec les acteurs concernés et l'appui de son agence Ad'Occ, la Région Occitanie agit pour détecter au plus tôt les défaillances des entreprises les plus impactantes en termes d'emploi, trouver des solutions, rechercher des repreneurs pour celles les plus en difficultés et accompagner les reconversions des emplois menacés.

La Région relance notamment le « Contrat Entreprise en Difficulté » qui permet d'accompagner sous forme d'avance remboursable à taux 0%, à hauteur de 500 000€ maximum, les PME présentant un projet de plan de restructuration ou de redressement qui soit de nature à rétablir la viabilité à long terme de l'entreprise.

La Région souhaite également lancer en 2025 un nouveau fonds, Occitanie Rebond, qui sera doté de 30M€. La Région interviendra à hauteur de 3 à 5 M€ sur ce fonds qui s'adressera prioritairement aux entreprises industrielles ou à impact emploi-souveraineté ne trouvant pas les financements nécessaires pour se redresser.

Crédit photo : Région Occitanie Maxime Alessandrini